



HAL
open science

Luna, P.F., Mignemi, N. (éd.), 2017, Prédateurs et résistants : appropriation et réappropriation de la terre et des ressources naturelles (16e-20e siècles), Paris, Éditions Syllepse.

Emma Tyrou

► **To cite this version:**

Emma Tyrou. Luna, P.F., Mignemi, N. (éd.), 2017, Prédateurs et résistants : appropriation et réappropriation de la terre et des ressources naturelles (16e-20e siècles), Paris, Éditions Syllepse.. *Histoire & sociétés rurales*, 2022, 57 (1), pp.163-218. 10.3917/hsr.057.0163 . hal-03826680

HAL Id: hal-03826680

<https://hal.science/hal-03826680>

Submitted on 14 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Emma TYROU (CEPN, Centre de Recherche en Economie et Gestion de l'Université Sorbonne Paris Nord)

emma.tyrou@gmail.com

Recension pour la revue *Histoire et sociétés rurales*

Version pre-print, pre-reviewing. La version post-reviewing de la revue est la suivante :

Tyrou, E. (2022). Comptes rendus : Pablo F. Luna et Niccolò Mignemi, (dir.), *Prédateurs et résistants : Appropriation et réappropriation de la terre et des ressources naturelles (16e-20e siècles)*, Paris, Éditions Syllepse, 2017, 305 p. *Histoire & Sociétés Rurales*, 57(1), 163-218. <https://doi.org/10.3917/hsr.057.0163>

Luna, P.F., Mignemi, N. (éd.), 2017, Prédateurs et résistants : appropriation et réappropriation de la terre et des ressources naturelles (16e-20e siècles), Paris, Éditions Syllepse.

Cet ouvrage collectif nous propose, à travers des cas situés en Afrique, Asie, Europe, et dans les Amériques entre le XVI^e et le XX^e siècle, de parcourir le temps long de l'évolution de la possession de la terre. Il souhaite contribuer à une solide analyse historique pour éclairer les évolutions les plus récentes du foncier rural et leurs enjeux. Ceci constitue un chantier de taille. L'ouvrage de trois cent pages est dense : il rassemble, en plus des propos introductifs et de conclusion, dix contributions issues de communications au congrès de Gérone (organisé en 2015 par l'organisation de l'histoire rurale européenne Eurho, *European Rural History Organization*). Il constitue d'abord une étape importante dans une dynamique de recherche en histoire rurale. Résolument internationale à travers les continents, notamment l'Europe et l'Amérique latine, cette dynamique s'est poursuivie dans les congrès de l'Eurho (en 2017, 2019, 2021). Elle a permis de produire des travaux comparatistes qui remettent l'appropriation des terres dans la perspective du temps long en lien à la fois avec « l'usurpation coloniale » (P.F. Luna, *Mouv. Soc.* **2021**, 277, 83) et les « voies de la croissance agricole » (*Etudes Rural.* **2020**, 205, 12.).

La présente recension ne poursuit pas l'objectif de faire justice aux apports de chacune des études de cas (on peut renvoyer au compte rendu de Jessenne, *Rev. D'histoire Mod. Contemp.* **2020**, 673, 188). L'approche adoptée ici est plutôt une mise en perspective, cinq ans après, du programme de recherche dans lequel s'inscrit l'ouvrage. En faire la lecture garde toute sa pertinence pour approfondir la compréhension de l'accaparement des terres et des ressources naturelles, dans l'optique d'un dialogue interdisciplinaire, qu'il s'agit ici d'encourager.

La grande question à laquelle se confrontent les dix études de cas sélectionnées est introduite en évoquant la « vague d'accaparements de terres et d'expulsions massives » à partir de 2008.

L'ouvrage contribue à explorer dans quelle mesure cette vague contemporaine d'accaparements constitue un prolongement de l'extension du capitalisme en tant que système économique – extension dont le point de départ est situé au commencement de l'époque moderne avec le mouvement des enclosures. Il faut d'abord rappeler que ce phénomène contemporain a fait l'objet, à travers les disciplines, d'une intense production académique (en géographie et économie politiques, suite aux travaux de D. Harvey (*The 'New' Imperialism: Accumulation by Dispossession*, OUP Oxford, 2005), mais aussi en sociologie rurale. Si l'hypothèse d'une continuation des enclosures a été largement discutée à travers l'idée d'une « accumulation par dépossession », l'approche de *Prédateurs et Résistants* se garde de se situer d'emblée sous les auspices (ou la contrainte) d'un tel cadre analytique.

L'ouvrage se distingue par son choix de contribuer à la compréhension du phénomène d'accaparement via la connaissance empirique, au plus près des réalités des différents types d'accès à la terre dans des cas locaux ou régionaux. On peut ici les lister : l'Algérie au XIXe siècle (O. Bessaoud), les Philippines depuis le XVIe siècle (A. Miura), le Proche-Orient contemporain (P. Blanc), les Asturies et la Galice (Espagne) au XVIIIe siècle (P. F. Luna), la Colombie au XXe siècle (A. G. Maldonado), l'Afrique noire de ces dernières décennies (E. Le Roy), l'Italie au XXe siècle (S. Misiani), l'île canadienne d'Anticosti (B. Grenier, M. Morissette), la France de la Révolution (A. Jollet), le Mexique au tournant du XIXe et XXe siècles (S. Alvarez, A. Tortolero). Les coordinateurs de l'ouvrage eux aussi contribuent depuis plusieurs années à cette approche par le temps long (P. F. Luna, *Hist. Am. Lat.* 2013, 8, 8 ; *Rev. Dhistoire Mod. Contemp.* 2016, n° 63-4/4 bis, 157). Ceci est à saluer, d'autant que l'analyse des « résistants » face aux « prédateurs » est conduite au prisme de l'action collective en milieu rural, domaine de spécialité de N. Mignemi (*Work. World Int. J. Strikes Soc. Confl.* 2014, I, 178 ; *Entrep. Hist.* 2017, 88, 121).

Prédateurs et Résistants peut ainsi être lu comme un élément central au sein d'une littérature pluridisciplinaire faisant la part belle à la compréhension du passé et aux méthodes historiennes. L'ensemble de ces travaux semble vouloir faire passer un message fort : plutôt que de chercher à décrire l'établissement linéaire de relations capitalistes via « l'accumulation par dépossession », il faut prêter attention à ce qui peut être désigné comme des « cycles » ou « régimes » de dépossession (dans une approche similaire, on peut souligner les contribution individuelles et collectives de M. Edelman, A. León, *Third World Q.* 2013, 34, 1697 ; O. U. Ince, *Rural Sociol.* 2014, 79, 104 ; M. Levien, *Econ. Polit. Wkly.* 2015, 50, 146 ; L. Roudart, C. Guénard, *Rev. Int. Etudes Dev.* 2019, N° 238, 7). Avoir cet élément à l'esprit permet de

mieux situer comment l'ouvrage souhaite contribuer à éclairer la « dialectique » de l'appropriation et réappropriation de la terre, qu'il affiche dès son titre.

Les différents chapitres aboutissent, pour reprendre les termes de la quatrième de couverture, à des « conclusions nuancées [...] d'où ressort l'image d'un combat inachevé qui se renouvelle en permanence ». Ces conclusions pourraient donner l'image d'une synthèse « pas très éclairante » (Jessenne, 2020 *op. cit.*). La présente recension remet en perspective plusieurs points saillants qui constituent des avancées dans un programme de recherche ambitieux et toujours ouvert, mais qui reflètent aussi certaines limites dans la manière de penser ce phénomène. Le choix est fait ici de mettre en discussion deux des trois thématiques qui fondent la structure interne de l'ouvrage, à savoir l'appréhension des formes de dépossession, et du rôle de l'Etat dans ces processus.

1° Appréhension de l'objet de recherche commun : quelle prédation ?

Le premier thème propose d'explorer les formes de l'objet qui structure l'ouvrage collectif : « les formes de la dépossession ». C'est aussi l'objectif de la courte introduction générale de P. F. Luna, dans laquelle on trouve en réalité des éléments de définition de « l'appropriation ». Les termes « appropriation » et « dépossession » sont utilisés comme des synonymes (p.8-9), tandis qu'en conclusion, G. Béaur propose une synthèse des « voies de l'expropriation_ » (p. 265). Cette terminologie peut d'abord être déroutante pour une personne lectrice de l'ouvrage – d'autant plus si elle en a abordé le titre avec en tête la définition d'Elinor Ostrom, bien connue des économistes et politistes, et citée dans l'ouvrage à plusieurs reprises (E. Ostrom, *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*, Cambridge Univ Press, Cambridge, United Kingdom, 1989/2015). Ostrom étudie « l'appropriation » comme l'utilisation d'unités d'une ressource par des individus (les « appropriateurs »), quelle que soit la source de leur revendication légale. Dans cette acception ostromienne, l'appropriation ne rencontre pas nécessairement de résistance ni ne constitue forcément l'expropriation (idée de première possession). On se demande alors où est donc la prédation, et que signifie-t-elle pour les auteurs et autrices ? C'est peut-être cette distinction que P.F. Luna souhaite introduire, en spécifiant que l'ouvrage s'intéresse y compris aux cas « d'usurpation » – cas où l'appropriation revêt une dimension illégale, illégitime ou coercitive (p.8). Alvarez et Tortolero parlent quant à eux des « déprédations » empreintes de cruauté de certains *hacenderos* mexicains (p.257).

La multiplicité des termes et le portrait large qui est brossé de l'objet commun ont l'avantage de permettre la mise en dialogues de travaux sur des espaces et moments distincts. Il faut en

effet reconnaître qu'à travers les trois contributions qui composent cette partie sur les « formes de dépossession », plusieurs modalités sont explorées. Une de ces modalités est l'individualisation de la propriété (Bessaoud sur le cas de l'Algérie au XIXe siècle, mais aussi Blanc sur celui du Moyen-Orient sous domination coloniale Britannique). L'appropriation peut donc constituer un mode de concentration du pouvoir économique et politique, et se décliner sous plusieurs modalités, que les différents cas documentent finement. La prédation quant à elle semble largement définie comme une individualisation et concentration de la terre, aux dépens des paysans.

En offrant un panorama de réalités rurales variées, l'ouvrage contribue à de précieuses connaissances empiriques. Ceci est indispensable dans la quête d'une théorie plus stabilisée et généralisable pour plusieurs concepts, qui semblent imbriqués. L'élaboration d'une grille de lecture commune à laquelle adosser l'analyse comparative constitue toujours un défi, et ce à travers les disciplines (y compris histoire rurale, sociologie agraire, économie institutionnelle et économie politique). Nombre de courants dans ces littératures refusent de rapprocher l'accaparement de la notion de prédation. Bien que l'identification d'une définition commune de prédation n'ait pas constitué l'objectif premier de l'ouvrage, le choix fait d'interroger l'Etat est à souligner.

2° Une entrée par l'Etat

Les travaux rassemblés apportent nombre d'éléments sur les modalités d'appropriation par l'Etat colonial – ou plutôt par les Etats coloniaux puisque différentes dominations coloniales sont traitées : française, espagnole, britannique. Mais le fil rouge original, affiché dès l'introduction, sert à rappeler que « la colonisation et le colonialisme, tout comme l'appropriation de la terre et des ressources naturelles et humaines, ne sont pas seulement des processus extra-européens. » (p.8). La dimension internationale des travaux rassemblés dans le congrès de Gérone et dans cet ouvrage collectif permet d'envisager l'appropriation coloniale des terres y compris sur les territoires directement situés en métropole coloniale. Le lien entre l'appropriation foncière et la dimension territoriale de l'Etat est ainsi exploré sous l'angle de la « colonisation interne ». Misiani (p. 163) nous montre à travers le cas italien que la trajectoire de colonisation agricole constitue un processus de *nation building* – depuis l'unification de l'Etat Italien au XIXe siècle, en passant par le projet fasciste de 'cohésion territoriale' jusqu'à la planification régionale de la seconde moitié du XXe siècle. On peut noter qu'une telle piste est également suivie dans le cas des grands projets de dessèchement des zones humides en

France et au Royaume Uni par Morera et Morgan (*Études Rural.* **2019**, 42) qui ont exposé à la conférence de l'Eurho suivante.

Grâce à cette entrée par l'Etat sur le temps long, c'est aussi une réflexion sur le rôle réciproque de l'accaparement des terres dans l'évolution des formes et des frontières étatiques qui est ouverte. On entrevoit alors que des caractéristiques communes peuvent être observées dans la domanialité, la saisie par le domaine éminent des États, les occupations territoriales, le colonialisme et la vague d'accaparements de terres post-2008. Comment les comprendre ? Si le cadrage de *Prédateurs et résistants* a fait le choix de ne pas aborder frontalement nombre de débats qui ont cours dans la littérature – quant aux contours du phénomène de *landgrabbing* contemporain et aux politiques de « développement » à mettre en œuvre pour le contenir – l'ouvrage contient pourtant des apports forts concernant le rôle de l'Etat qui pourraient réorienter ces débats.

Une piste de prolongement serait alors celle d'une confrontation plus approfondie avec les cadres dominants qui, en économie notamment, distinguent la « possession » et la « propriété » (pour un survol critique concernant les solutions inspirées de la littérature dominante en économie, les théories du droit de propriété, on peut renvoyer à l'article de T. Vendryes (*J. Econ. Surv.* **2014**, 28, 971)). Alors que les cadres dominants appréhendent la propriété comme étant soit formelle (venant d'une entité politique centralisée, tel un Etat moderne) soit informelle (souvent associée à une « sécurité foncière » moindre), on peut ici insister sur un point de dialogue clé. Dans sa synthèse de quarante ans d'études foncières en anthropologie du droit en Afrique, E. Le Roy (pp.143-160) invite, via l'approche par le pluralisme juridique et la juridicité des communs, à envisager des formes de sécurité foncière communautaires « entre la non propriété et la propriété absolue » pour « réduire le risque de *landgrabbing* » (p.153). Si on considère, comme il propose de le faire, que « les communs sont le régime inaugural de l'humanité » (p.154), est-ce seulement l'extension progressive des échanges (« la confrontation au marché ») qui crée le besoin de propriété privée (p.159) ? Ne faut-il pas interroger les trajectoires de construction et d'extension territoriale de l'Etat comme faiseur de propriété (dans les termes d'E. Le Roy, quel est le rôle de l'Etat dans l'imposition d'un régime propriétaire) ? En économie, la théorie relativement récente de l'Etat prédateur (M. Vahabi, *The Political Economy of Predation: Manhunting and the Economics of Escape*, Cambridge University Press, **2016**) comprend une théorie de la valeur propre à l'appropriation afin de chercher des réponses à ce type de questions. Un croisement de cette approche avec des études empiriques dans une perspective d'histoire comparatiste semble fécond.

La lecture de cet ouvrage garde ainsi toute sa pertinence. L'actualité brûlante de la question agraire persiste, comme l'illustrent les assauts récemment renouvelés sur les terres indigènes au Brésil – que certains « prédateurs » espèrent justifier par les besoins en engrais suite aux difficultés d'importation dans le contexte de la guerre en Ukraine. Sur le temps plus long de la recherche en sciences sociales, cet ouvrage nous invite à réfléchir sur les phénomènes d'appropriation de la terre sous l'angle de l'Etat, en documentant que les accaparements de terres impliquant une entité politique, militaire, étatique constituent bien une réalité historique. Une conceptualisation stabilisée pourrait permettre d'appréhender plus finement encore l'allocation des terres par la force extra-économique. Suivre cette piste pour comprendre un tel objet transversal nécessitera de continuer à mobiliser, comme cela a été fait dans *Prédateurs et résistants*, un pluralisme disciplinaire et méthodologique, par la « mise en commun des outils de l'histoire et des sciences sociales et juridiques » (p.7).